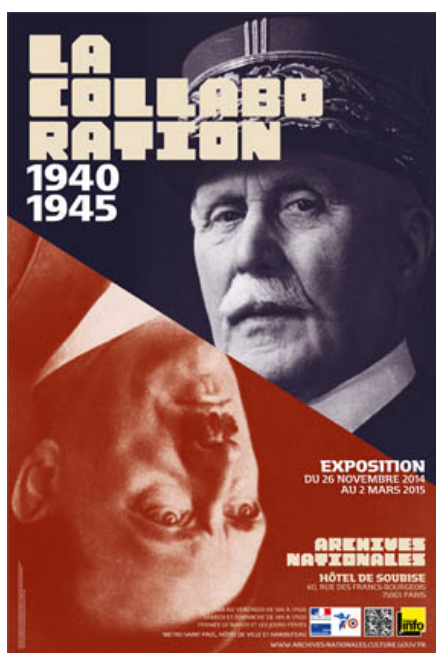


## « La collaboration (1940-1945) »

Archives nationales, 26 novembre 2014-5 avril 2015

Michel Dreyfus

La grande exposition sur la collaboration durant la Seconde Guerre mondiale qui s'est



tenu aux Archives nationales, à l'Hôtel de Soubise, du 26 novembre 2014 au 2 mars 2015, comme l'ouvrage-catalogue<sup>1</sup> qui lui est associé, appartient à ces initiatives dont on ne peut que se réjouir. En ce 70<sup>e</sup> anniversaire de la libération de notre pays, l'histoire des années sombres, « ces quatre ans à rayer de notre histoire », selon le titre célèbre de l'ouvrage écrit en 1949 par le procureur général André Mornet, ce « passé qui ne passe pas » pour reprendre la fameuse expression d'Henry Rousso, est plus que jamais d'actualité. Ce livre et cette exposition constituent donc des événements importants pour plusieurs raisons. D'abord parce que c'est la première fois que la collaboration fait l'objet d'une manifestation d'envergure dans ce lieu prestigieux que sont les Archives nationales. Ensuite, en ces temps où des livres très discutables sur les années noires rencontrent une audience injustifiée – la palme du genre étant le livre d'Éric Zemmour en 2014<sup>2</sup> –, cette exposition montre que le succès

peut être au rendez-vous lorsqu'on conjugue la recherche historique la plus exigeante avec le nécessaire engagement citoyen. Nous le savions déjà mais cet événement l'a brillamment prouvé une fois de plus. Enfin, le choix des deux historiens qui l'ont menée à bien et qui ont réalisé ce catalogue, Thomas Fontaine et Denis Peschanski, offrait toutes les garanties pour aborder comme il le convient un sujet aussi complexe. La recherche sur les années sombres a considérablement progressé ces dernières années. Il fallait donc maîtriser l'ensemble de ces données pour les présenter dans le cadre de cette exposition, comme dans cet ouvrage scientifique, tous deux destinés au grand public.

Disons-le tout de suite, le pari est parfaitement réussi. L'exposition, passionnante, permet de découvrir de très nombreux documents d'archives et des photos provenant

<sup>1</sup> Thomas Fontaine et Denis Peschanski, *La Collaboration. Vichy, Paris, Berlin, 1940-1945*, Paris, Éditions Tallandier/Archives nationales/Ministère de la Défense, 2014, 318 p.

<sup>2</sup> Éric Zemmour, *Le suicide français*, Paris, Albin Michel, 2014. Mentionnons également les sites antisémites et négationnistes qui fleurissent sur Internet.

souvent des procès de l'épuration tenus à la Libération. Au terme d'un choix nécessaire, 600 documents, pour beaucoup inédits, ont été retenus. Citons parmi eux une lettre inédite de Louis-Ferdinand Céline à Lucien Rebatet, ultra de la collaboration, alors que l'écrivain vient de publier peu auparavant *Les Décombres*. On voit aussi de nombreuses photographies, telle que celle du Conseil des ministres tenu à Vichy le 3 juillet 1942 où Laval annonce la participation de l'État français à l'arrestation, dite ensuite rafle du Vel d'hiv, et à la déportation des juifs de zone sud ; au revers de cette photographie figurent deux tampons, l'un de la censure française et l'autre de son homologue allemande. D'autres photos dévoilent les rapports privés que les Français entretiennent avec l'occupant : sur l'une d'entre elles, une jeune femme s'amuse en compagnie d'officiers de la Kriegsmarine ; une autre représente Joanovici, un des principaux truands de la collaboration et ses acolytes. Les objets n'ont pas été oubliés. On peut ainsi contempler la malle emportée par Jacques Doriot sur le front russe, le carnet militaire du fasciste belge Léon Degrelle signé de la main de Heinrich Himmler ou un bas-relief représentant l'entrevue de Montoire, offert au maréchal Pétain par l'un de ses admirateurs, artiste à ses heures.

L'exposition et le catalogue sont organisés en six chapitres d'importance sensiblement égale : « Le choix de la Collaboration (juin 1940-janvier 1941) » ; « La Collaboration, une priorité de François Darlan (février-juin 1941) » ; « Le tournant de la guerre à l'Est (juillet 1941-mars 1942) » ; « Le jeu de dupes (avril-novembre 1942) » ; « Les Allemands passent à l'offensive. Vichy perd la main (novembre 1942-décembre 1943) » ; « Fin de partie (janvier 1944-avril 1945) ». La collaboration a recouvert deux réalités distinctes, même si elles ont évidemment eu des rapports entre elles. Elle fut d'abord une politique d'État choisie et assumée par Pétain considéré comme le « sauveur » du pays en juillet 1940 après la cuisante défaite subie par la France en six semaines. Le choix politique de la collaboration fut maintenu jusqu'en 1944 même si, nous le savons aujourd'hui, l'histoire de Vichy et de son gouvernement connut plusieurs phases. La collaboration fut aussi une idéologie extrême, et même de plus en plus extrême, défendue par plusieurs organisations et partis politiques. Certains avaient une assise de masse, d'autres n'étaient que des groupuscules. Mais jusqu'en 1942, tous proposèrent, non sans nuances, un projet fasciste qu'ils voulaient développer dans une Europe recomposée par le nazisme triomphant. Ce projet anticommuniste et antisémite prévoyait un accord avec l'Allemagne, la mise en place d'un État fort et autoritaire, et l'exclusion de tout le personnel politique qui pouvait encore se réclamer d'une III<sup>e</sup> République abhorrée (républicains, laïques, francs-maçons).

À partir de ces deux grands ensembles, il a existé un nombre bien plus grand de collaborateurs. La collaboration d'État menée par Vichy avait pour but de soulager la France des rigueurs de l'armistice de 1940 et, à terme, de lui permettre de trouver toute sa place dans l'Europe nouvelle construite par Hitler. Mais pour collaborer, il faut être deux. Or Hitler n'a jamais voulu ni cru à la collaboration avec la France, pas plus d'ailleurs qu'il ne l'a envisagée avec d'autres États occupés. La collaboration était pour lui un moyen d'exercer une pression politique sur la France et de mieux organiser la répression à son égard, ce qui conduisit à sa satellisation en 1944. Un tournant eut lieu à l'été 1942 avec la déportation massive des juifs de France. Obsédé par la lutte contre ses ennemis intérieurs, Vichy multiplia les concessions à l'occupant, obligeant toutes les structures de l'État – police, gendarmerie, justice –, ainsi que l'entreprise nationale qu'était la SNCF, à s'engager dans cette voie. Cette entreprise était sans retour pour le régime de Vichy.

Le deuxième groupe est constitué par les collaborationnistes organisés à Paris et de plus en plus excédés par la « mollesse » de Vichy. La distinction entre collaboration et collaborationnisme fut établie en novembre 1940 par Marcel Déat, qui allait devenir l'un des collaborationnistes les plus actifs de la période. L'origine politique de ces derniers était très diverse : elle allait de l'extrême droite (Action française) à la gauche socialiste et pacifiste, sans oublier quelques anciens communistes. Pour tous ses tenants, la collaboration était « une évidence idéologique, celle du fascisme totalitaire » dont il fallait organiser la victoire en France, comme cela avait été le cas pour l'Allemagne. Le fait que la France fut occupée par les Allemands ne causa aucun état d'âme aux collaborationnistes français. Mais la majorité d'entre eux ne purent guère concrétiser leur projet car ils n'accédèrent que rarement et tardivement au pouvoir. Ils constituaient pour les Allemands une force supplétive utile pour faire pression sur Vichy, mais ils ne furent jamais considérés par les nazis comme des partenaires égaux pour construire une Europe unie contre le bolchévisme. Des contacts étroits existèrent évidemment entre Vichy et les collaborationnistes, comme en attestent les trajectoires de Pierre Laval, de Joseph Darnand, de Philippe Henriot, de Paul Marion et de Ferdinand de Brinon.

Deux questions auraient peut-être pu être abordées plus profondément, même si nous sommes bien conscients qu'il était difficile de les traiter complètement dans le cadre de ce catalogue. Tout d'abord, il serait bien de mesurer davantage le poids des collaborationnistes dans la société française. Nous suivons en détail les rivalités et les conflits entre les multiples groupes qu'ils animent, mais nous ne savons pas toujours, même si cela est dit parfois, leur implantation et leur influence dans la société. Certaines de ces organisations furent des groupuscules et, de plus, elles menèrent parfois une vie bien éphémère. Comme c'est souvent le cas en histoire, le regard se porte sur ceux qui font le plus de bruit, ici les collaborateurs les plus ultras ; mais leur influence effective fut souvent inversement proportionnelle à leurs discours extrémistes. Selon Thomas Fontaine et Denis Peschanski, les hommes de la collaboration, qu'ils aient été à Vichy dans les cercles du pouvoir ou à Paris dans les groupes collaborationnistes, n'ont regroupé qu'une centaine de milliers d'adhérents, soit une minorité infime de Français ; en outre, tout porte à croire que certaines de ces adhésions furent de circonstance, comme ce fut le cas aussi dans la Résistance. Mais Thomas Fontaine et Denis Peschanski pouvaient d'autant moins répondre à cette question que l'histoire de la collaboration reste à écrire sur bien des points : ainsi, nous attendons avec impatience le livre de Gilles Morin sur le Rassemblement national populaire de Marcel Déat, l'organisation la plus importante de la collaboration.

La question de l'influence de la collaboration, dans ses deux composantes, pose aussi celle de l'accommodation, pour reprendre la notion proposée par l'historien Philippe Burrin dans les années 1990. L'accommodation doit être distinguée de la collaboration pure et simple, même si elle a sans aucun doute constitué un terrain favorable à cette dernière. Nous suivons Thomas Fontaine et Denis Peschanski lorsqu'ils écrivent que la collaboration s'est heurtée à plusieurs obstacles dont le poids ne cessait de grandir avec le temps : le refus de l'Allemagne de jouer le rôle de partenaire que recherchait obstinément Vichy ; le rejet de plus en plus massif de l'opinion publique, surtout après l'instauration du Service du travail obligatoire (STO) en février 1943 ; la dégradation des conditions de vie que subissaient les Français ; la violence sans cesse accrue des milices officielles et officieuses ; enfin, la progression de la Résistance favorisée par l'évolution du cours général de la guerre.

L'accommodation pouvait de moins en moins fonctionner dans ces conditions et de leur côté, la collaboration et les collaborationnistes ne cessèrent de voir leur espace se réduire ; ce qui ne les empêcha pas d'avoir un discours et des pratiques de plus en plus virulentes et meurtrières.

Ensuite, l'exposition et le catalogue terminent leur étude le 6 janvier 1945, date de la création par Jacques Doriot d'un « Comité de libération française ». Ce leader de la collaboration semble accéder alors à la tête d'un régime devenu totalement fantomatique ; mais il est abattu le 22 février 1945 en Allemagne par des avions alliés, au hasard sans doute d'une mission. Peut-être eût-il été nécessaire de s'interroger davantage, en conclusion de l'ouvrage, sur le sort des collaborateurs à la Libération et dans les années qui suivirent, même si cette question est posée au terme de l'introduction par les deux auteurs<sup>3</sup>. L'épuration a été longtemps négligée par les historiens mais elle a fait l'objet depuis quelques années de travaux importants<sup>4</sup>. Cette lacune commence donc à être comblée, même s'il subsiste encore des zones d'ombres à son sujet. Thomas Fontaine et Denis Peschanski auraient pu, à partir de la riche documentation dont ils disposaient, esquisser quelques pistes de recherche supplémentaires sur l'histoire de l'épuration<sup>5</sup>. Mais cette remarque est moins une critique qu'un regret ; on ne prête qu'aux riches ! Aussi ne boudons pas notre plaisir. Cette exposition et ce catalogue enrichissent largement notre connaissance des années sombres : on ne peut que féliciter ceux qui ont pris l'initiative de ces deux entreprises ainsi que les deux historiens qui les ont menées à bien.

---

<sup>3</sup> Thomas Fontaine et Denis Peschanski, *La Collaboration...*, *op. cit.*, p. 10-11.

<sup>4</sup> Peter Novick, *L'épuration française, (1944-1945)*, Paris, Balland, 1985 ; Fabrice Virgili, *La France virile. Des femmes tondues à la Libération*, Paris, Payot, 2000 ; Bénédicte Vergez-Chaignon, *Histoire de l'épuration*, Paris, Larousse, 2010. Cette liste n'est évidemment pas exhaustive.

<sup>5</sup> L'épuration est très différente selon les milieux. Elle est faible dans le mouvement coopératif, dans les associations investies dans le social et dans la mutualité. Ces mouvements regroupent plusieurs millions de personnes. Elle est également différenciée selon les ministères et les administrations : pour ne prendre qu'un exemple, elle est très limitée au Commissariat général à la famille.